

Aminata TRAORE "Ce qui se passe au Mali est l'illustration d'une nouvelle étape de la politique de mainmise sur les ressources du continent"



Ancienne ministre de la Culture du Mali, militante altermondialiste, écrivaine et participante à plusieurs reprises au festival Etonnants Voyageurs de Bamako, Aminata Traoré a pris clairement position contre l'intervention de la France au Mali. Nous reproduisons ici des extraits d'une interview donnée au média Cameroonvoice.

Les autorités françaises ont refusé de vous accorder un visa d'entrée en France pour participer à une réunion publique le 22 avril dernier. Pouvez-vous nous confirmer cette information?

En fait, j'ai été invitée par Die Linke, un parti de gauche allemand, et des militants français. Je devais faire un tour à Berlin et par la suite donner une conférence à Paris et Lille. J'avais un visa de circulation de quatre ans de l'espace Schengen qui a expiré au mois de février. Quand je me suis rendue à l'ambassade d'Allemagne pour solliciter un droit d'entrée dans l'espace Schengen, ils m'ont accordé un visa de trois jours uniquement pour leur pays en me notifiant que la France a donné des instructions pour qu'aucun pays de l'espace Schengen ne m'accorde de visa.

Il y avait donc une interdiction de circulation dans l'espace Schengen vous concernant, dont vous ignoriez totalement l'existence?

J'ai été autorisée à aller en Allemagne et à revenir au Mali directement sans fouler le sol de l'espace Schengen mis à part l'Allemagne. Je ne sais pas si c'était une exception allemande, ou si les autres pays de l'espace Schengen pourront m'accorder la même «faveur». Ma liberté de circuler est maintenant restreinte. Je ne sais pas ce que l'on me reproche. Dans mon cas, j'ai eu la chance d'avoir cette ouverture de la part de l'Allemagne. Mon compatriote Oumar Mariko (secrétaire général du Sadi, Ndlr), lui n'a pas pu voyager du tout...

Vos prises de position contre l'intervention militaire des forces étrangères au Mali, et notamment celle de la France, ne seraient pas la cause de cette interdiction?

Certainement. Sinon je ne comprends pas pourquoi la France et surtout les membres de ce gouvernement de gauche, qui m'ont reçu et qui me connaissent parfaitement, le feraient. En principe, nous partageons les mêmes idées. Sauf que la France considère son intervention au Mali comme une réussite politique et militaire, qui de leur point de vue exige qu'il n'y ait pas de critiques, puisque l'unanimité leur réussit si bien! Toutes les résolutions concernant cette guerre ont été adoptées à l'unanimité au Conseil de sécurité des Nations unies, et ils viennent aussi de voter à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat français la prolongation de l'opération Serval au Mali.

Le pouvoir politique a changé de main en France voilà bientôt un an et on peut constater que la politique africaine de la France, demeure toujours la même. Elle demeure inchangée et il ne nous le cache pas. Le Général De Gaulle l'a dit: «la France n'a pas d'amis mais des intérêts». Peut-être que c'est nous qui nous faisons des illusions, François Hollande l'a d'ailleurs répété récemment quand François Bozizé l'appelait à l'aide. Il lui a fait savoir que la France défendait ses intérêts et ses ressortissants.

Comment envisagez-vous l'avenir du Mali et de la sous-région suite à cette intervention militaire française appuyée par des troupes africaines?

Je pense que les troupes africaines sont mises à contribution, et comme je l'ai déjà dit dans mon manifeste ce n'est pas notre guerre. Nous sommes entrés dans une phase de la globalisation qui implique la diplomatie économique-offensive et la militarisation. Mais seulement, Al Qaida est une réalité et en même temps une aubaine, car elle permet aux dirigeants africains qui ont mal géré de dire maintenant que la priorité, c'est la lutte contre le terrorisme, et aux puissances étrangères de dire: faisons cause commune, luttons d'abord contre le terrorisme... Le véritable terrorisme, c'est la misère, les injustices, parce que je sais qu'une bonne partie des combattants des djihadistes sont avant tout des jeunes désespérés, sans boulot. Ils n'ont pas de visas et se font recruter à la fois par les narcotrafiquants et les djihadistes. C'est cette réalité qu'il nous faut regarder maintenant de près.

Quelles leçons devons-nous tirer de la situation au Mali et de ce qui vous arrive à vous?

Je souhaite que les Maliens et les Africains s'ouvrent grandement les yeux et les oreilles et se disent qu'en réalité, il n'y a pas un cas malien. Ce qui se passe aujourd'hui au Mali est l'illustration d'une nouvelle étape de la politique de mainmise sur les ressources du continent, notamment les ressources énergétiques, sans lesquelles la sortie de crise, la croissance et la compétitivité ne sont pas envisageables par l'Occident. Avec tout ce qui se passe, je considère que le Mali est humilié, il n'y a donc aucune raison d'en rajouter en gardant le silence et c'est ce que tout le monde fait, et les occidentaux le savent pertinemment.

Raison pour laquelle je me réjouis aujourd'hui de ce soutien international, parce qu'il y a énormément de gens qui ne comprennent pas, quelle que soit la différence de lecture, qu'un tel traitement me soit réservé. C'est donc une nouvelle phase de la décolonisation de l'Afrique. Il nous appartient maintenant à nous-mêmes de voir où sont les véritables défis.

Propos recueillis le 28 avril par le média Cameroonvoice

Troupes françaises hors d'Afrique. Non à la guerre au Mali !



Depuis le 11 janvier, la France est en guerre au Mali

Depuis, l'on déploie une intense activité pour nous convaincre qu'il faut être solidaire de cette guerre, parce qu'elle n'aurait pour but que de sauver un peuple de la barbarie islamiste et de préserver le monde d'une grande menace terroriste.

Le gouvernement français prétend ainsi pouvoir résoudre une situation que lui et ses prédécesseurs ont pourtant largement contribué à créer. La société malienne a été profondément ébranlée par des années de plans d'ajustement structurel imposés par le FMI pour le remboursement de la dette, dans lequel la France est directement intéressée.

Ce ne sont pas des raisons humanitaires qui motivent la guerre française au Mali, mais des intérêts impérialistes, dans la plus pure tradition de la Françafrique. Cette guerre a pour fondement la préservation des intérêts des grandes entreprises françaises telles Areva ou Bouygues entre autres qui convoitent l'exploitation du sous-sol malien prometteur en matière d'uranium et d'or.

Certes l'influence gagnée par les groupes armés djihadistes et intégristes religieux, les violences indéniables qu'ils exerçaient sur les villes du Nord du Mali et leur projet de s'étendre vers le sud posaient problème. Et naturellement, leurs exactions et leur volontés d'expansion devaient être dénoncées et combattues.

Mais dans ce pays – ou contrairement à l'Afghanistan – la population est demeurée opposée à l'établissement de la charia islamiste -, ce n'est pas le risque d'établissement d'un califat islamiste qu'est venu bloquer l'armée française.

C'est l'ordre colonial, celui des affaires capitalistes qu'elle est venue rétablir. L'armée française est un peu chez elle en Afrique sub-sahélienne, entre ses bases militaires permanentes et ses interventions répétées depuis 50 ans pour y maintenir une stabilité politique, nécessaire au business des grandes entreprises occidentales. Et Hollande et Ayrault se sont d'ores et déjà engagés à y laisser en permanence au moins un millier de soldats français.

Nous dénonçons cette guerre impérialiste qui comme toutes les précédentes, Irak, Afghanistan, Cote d'Ivoire ou Somalie..., n'alimentera que le chaos et la guerre civile.

Peu d'organisations françaises se sont prononcées clairement contre l'intervention et aujourd'hui pour le retrait des troupes et aucun député ou sénateur n'a voté contre la prolongation de l'opération militaire Serval.

En février dernier, le NPA avait co-organisé avec Lutte ouvrière et Alternative libertaire un premier rassemblement devant Areva.

Nous continuons cependant à prendre des initiatives avec celles et ceux qui se positionnent sans ambiguïté face à l'impérialisme de notre propre gouvernement.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR
LES SITES INTERNET LOCAUX DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
<http://www.anticapitaliste-35.org>
[http://www.facebook.com/
NpaSaintMalo](http://www.facebook.com/NpaSaintMalo)

